

ÉCONOMIE. Approximations, contradictions, difficultés à chiffrer les coûts et le financement, le programme économique du FN peut faire illusion auprès d'une partie de l'électorat mais pas aux yeux des économistes qui dénoncent plus que tout la tentation de sortir de l'euro.

Incohérences économiques

Avouloir élargir son électorat historique pour séduire à la fois les patrons de PME, les artisans, les commerçants et les classes populaires, le FN se retrouve à faire le grand écart sur ses propositions économiques. Parmi les mesures de Marine Le Pen en vue de la présidentielle figurent pêle-mêle une revalorisation de 200 euros des salaires inférieurs à 1 500 euros mensuels, un relèvement du minimum vieillesse, du plafond du quotient familial, de l'aide aux personnes handicapées et du point d'indice des fonctionnaires. Elle souhaite par ailleurs augmenter de 30 % le budget de la recherche, celui de la défense, embaucher policiers, douaniers, magistrats et personnel hospitalier.

La présidente du FN veut aussi abaisser l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans et revenir à 40 années de cotisations, créer une 5^e branche de la Sécurité sociale sur la dépendance... Sont également prévus un abaissement des charges des petites et moyennes entreprises, une réduction des tarifs du gaz et de l'électricité, de l'Aide médicale d'État et un rabais sur les impôts.

Sur le dos de l'Europe

Sur les 144 propositions, certaines sont inapplicables, comme la fusion de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation, dont les assiettes sont différentes. D'autres, telle la préférence nationale, sont anticonstitutionnelles. Leur coût serait par ailleurs très élevé, à l'image du retour à la retraite à 60 ans ou de la dépendance. L'économiste Maël de Calan, proche d'Alain Juppé, estime que l'application du programme du FN de 2012 engendrerait un déficit public supérieur à 10 % du PIB et 1 500 milliards d'euros de dette supplémentaire sur 5 ans.

Côté financement, Marine Le Pen prévoit de faire des économies en se désengageant de l'Europe. Certes, la France contribue plus au budget de l'UE à hauteur de 6 milliards d'euros qu'elle ne tire de subventions. Parmi celles-là elle bénéficie de plus de 8 milliards d'euros au titre de la Politique agricole commune (PAC).

Le FN prévoit que l'État reprenne à sa charge ces subventions, sans en préciser le financement. Il veut aussi faire des économies sur les aides aux migrants. Or les études économiques sur le sujet montrent que l'immigration rapporte davantage à la France qu'elle ne lui coûte, pour un montant estimé entre 4 et 10 milliards d'euros selon les méthodologies. Si l'immigration était limitée,



Le Front national prévoit de faire des économies en se désengageant de l'Europe (ici le Parlement européen de Strasbourg)

comme le préconise le FN, cela poserait un problème pour les entreprises du BTP et de l'hôtellerie-restauration, qui recourent massivement à cette main-d'œuvre peu qualifiée et à bas coût.

Le FN propose également de faire payer une contribution sociale de 3 % sur les importations, en contradiction avec l'article 3 du traité de Rome, acte de naissance de la Communauté économique européenne qui fêtera en mars ses 60 ans, qui prévoit l'élimination de droits de douane ou équivalent sur les marchandises. La France serait par ailleurs contrainte de quitter l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, qui préconise également d'éviter ce genre de comportement. Il faudrait alors, comme le Royaume-Uni s'appête à le faire, renégocier des traités commerciaux avec l'Union européenne et le reste du monde.

Tous les candidats à la présidentielle ne se prêtent-ils pas à ce petit jeu des

incohérences entre leurs propositions et leur coût réel ? L'économiste Olivier Pastré, professeur à l'université Paris-8, réfute l'hypothèse. « Concernant le FN, ce chiffrage n'a aucun sens car la sortie de l'euro contribuerait à l'effondrement économique de la France, qui se chiffrera

« La sortie de l'euro conduirait à un cataclysme »

en centaines de milliards d'euros. Le FN veut laisser croire qu'il a un programme comme les autres. Mais une sortie de l'euro obligerait à rajouter au niveau des pertes de valeurs au moins un zéro à tous les chiffres annoncés par le parti. L'instauration d'un nouveau franc permettra certes une petite amélioration des exportations à cause de l'effondrement de sa valeur

[par rapport aux autres monnaies, ndr] mais elle aura surtout des conséquences catastrophiques sur la consommation et les investissements. »

Pour Olivier Pastré, la sortie de l'euro conduirait à un cataclysme à l'échelle européenne et internationale, vu le poids économique et financier de la France. « Personne ne peut dire ce qui se passerait », estime l'économiste. De toute évidence, le nouveau franc plongerait de 20 à 30 % face aux autres monnaies, ce qui augmenterait le prix des produits importés donc pénaliserait les entreprises dépendantes des produits importés comme l'énergie. Par ailleurs, dès l'élection de Marine Le Pen, les investisseurs étrangers iraient placer leur argent ailleurs, la France ne pourrait plus emprunter sur les marchés internationaux, ce qui entraînerait une faillite des banques françaises, incapables de se financer sauf à en répercuter le coût exorbitant auprès de ses clients, particuliers et entreprises. « Il y a là une vraie incohérence entre le programme du FN et les conséquences économiques qui vont toucher en premier lieu ses potentiels électeurs, alerte Nicolas Bouzou, économiste et directeur de la société d'études Asterès. On aurait pu penser que le FN finirait par laisser tomber cette sortie de l'euro. Mais elle est toujours là dans le programme 2017. Il y a une certaine logique entre la sortie de l'euro et l'attitude protectionniste, s'extraire de l'économie mondiale pour se concentrer sur la France. »

L'économiste Olivier Pastré a publié à l'automne 2016 une longue tribune dans *Le Monde* pour dénoncer l'idée d'une sortie de l'euro. Il rappelle aux élites qu'elles ont la responsabilité de mettre en garde les citoyens les moins favorisés des dangers d'une élection de Marine Le Pen. Selon sa propre expérience, lorsqu'il prend le temps d'expliquer de manière pédagogique auprès d'électeurs tentés par un vote FN les conséquences d'un tel choix, ils comprennent et finissent par s'en détourner. « Il faut y songer pour la présidentielle, mais aussi pour les législatives, insiste-t-il. Car une percée massive de députés FN à l'Assemblée serait un vrai danger pour notre démocratie. » ■

LAURE SALAMON

De l'aide pédagogique des livres

Quelques ouvrages tentent de décrypter et de chiffrer les propositions du Front national. Certains les abordent du point de vue de la droite (*La vérité sur le programme économique du FN*, Maël de Calan, Plon, 2016, 10 €) ou de la gauche (*Petit manuel économique anti-FN*, collectif, Ecolinks, Le Cavalier Bleu, 2017, 10 €). Les deux ouvrages se veulent pédagogiques, nourris d'exemples et proposent des démonstrations convaincantes mais biaisées, car elles conservent un fonds idéologique propre à leur camp respectif. Maël de Calan fait une démonstration par les chiffres qui n'est pas inintéressante, nourrie d'exemples concrets. Les auteurs du *Petit manuel économique anti-FN* développent la thèse que le FN oublie dans ses propo-

sitions ou du moins sous-estime la réaction des autres pays. Face aux mesures protectionnistes, les partenaires commerciaux de la France risquent en effet de riposter. Avec des conséquences potentiellement douloureuses au regard du rapport de force actuel : la Chine est le 6^e partenaire commercial de la France, mais Paris ne figure même pas parmi les 20 premiers pays partenaires de Pékin. *Les faux-semblants du Front national*, ouvrage dirigé par Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (SciencesPo Les Presses, 2015, 26 €) consacre un chapitre à l'évolution du programme économique du FN, passant d'un libéralisme affiché à un populisme protectionniste.

L. S.